



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## La Shoah en Roumanie : son terreau intellectuel et politique dans l'entre-deux-guerres

Yannik van Praag  
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Septembre 2023

Le fascisme et le nazisme sont nés de la violence et des ruines de la Première Guerre mondiale. Ils émergent au tournant de 1920 et impriment rapidement leurs premières marques dans le cours de l'histoire. En octobre 1922, Mussolini réussit sa marche sur Rome qui lui ouvre les portes du pouvoir ; en novembre de l'année suivante Hitler rate son putsch à Munich, l'obligeant à ronger son frein et à repenser sa stratégie politique. En ces années centenaires, de nombreux rappels sont consacrés à l'irruption brutale de ces idéologies dans le siècle. Ils se concentrent avec raison sur l'Allemagne et l'Italie, où elles sont nées. Mais, dans cette Europe d'après-guerre, traversée par des vagues de nationalisme et de violence politique, il est un pays quasi absent de notre mémoire collective : la Roumanie. Lorsque celle-ci est abordée, c'est la plupart du temps pour la collaboration du régime du « Conducator » Ion Antonescu avec le Troisième Reich, l'envoi de divisions aux côtés de la *Wehrmacht* dans l'opération Barbarossa, et d'un antisémitisme d'État qui débouchera sur une participation active dans la Shoah au sud de l'Europe. Ce qui s'est passé en Roumanie se distingue à de nombreux égards de ce qui s'est déroulé ailleurs en Europe. En premier lieu du fait que le pays n'était pas occupé par le Troisième Reich. Difficile de faire comme ce sera le cas ailleurs d'une subordination aux nazis pour justifier la mise en place d'une politique antisémite suivie d'une participation au génocide. Les crimes dont furent victimes les communautés juives de Roumanie et d'Union soviétique occupée (essentiellement de Moldavie et d'Ukraine actuelles) furent le fait du pouvoir, de l'armée et de populations roumaines. Les racines idéologiques de ces crimes s'inscrivent dans le temps long, dans un antisémitisme qui s'est structuré au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, porté par des figures importantes du nationalisme et du fascisme roumain.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le territoire roumain se retrouve considérablement agrandi (295 049 km<sup>2</sup> en 1920 contre 137 177 km<sup>2</sup> en 1913), devenant un grand ensemble multiethnique : Hongrois de Transylvanie – qui comptent toujours aujourd'hui comme la plus grande minorité du pays –, Allemands, Russes, Bulgares, etc. Il y a bien sûr aussi les Roms qui connaîtront bientôt un sort particulièrement funeste. Quant aux Juifs, aux 240 000 environ de l'ancien royaume, s'ajoutent plus d'un demi-million des territoires gagnés par suite de la guerre, aux traités de Saint-Germain-en-Laye (1919), de Trianon (1920) et de Paris (1920) : Bucovine, Transylvanie et Bessarabie.

Mais le pays qui abrite désormais l'une des plus grandes populations juives d'Europe a aussi une vieille tradition d'antisémitisme. Une réalité qui avait pris forme dans la Constitution roumaine votée en 1866 dans un climat de forte poussée antijuive<sup>1</sup> dont le septième article stipulait : « Les étrangers de rites chrétiens peuvent seuls obtenir la naturalisation. » Une mesure qui visait en réalité spécifiquement les Juifs. L'intégration des Juifs dans la Roumanie d'après-guerre, au territoire considérablement agrandi, coïncide avec des réformes qui bouleversent profondément les structures du pays, aux premiers rangs d'entre elles l'adoption du suffrage universel et une importante réforme agraire. L'accession à la citoyenneté des membres des minorités nationales (plus du quart de la population), mais aussi d'une grande classe paysanne (plus des trois quarts de la population) majoritairement illettrée et sans expérience démocratique, change profondément la donne.

Dans cette nouvelle Roumanie, la nouvelle Constitution accorde à l'ensemble des citoyens l'égalité civile et politique. Une révolution qui fait suite aux mesures de protections des minorités réclamées par les puissances alliées lors de la Conférence de la paix en 1919<sup>2</sup>. Mais une série d'initiatives législatives visant à freiner les naturalisations vont rapidement se multiplier au parlement. Quant à la matérialisation de cette égalité dans la société roumaine, elle restera bien souvent une chimère.

Au sortir de la Première Guerre, persécutions et pogroms se déroulent à travers le pays, dont l'initiative vient parfois directement des autorités, locales ou nationales, civiles ou militaires. Une agitation antisémite, imprégnée du spectre judéo-bolchévique, écho à la révolution russe, et réaction à l'éphémère épisode révolutionnaire hongrois et la République des conseils de Béla Kun, contre laquelle l'armée roumaine avait d'ailleurs pris les armes. De la Transylvanie à la Bessarabie, des Juifs sont chassés, spoliés, arrêtés, battus, sans motif, désignés au gré du contexte comme des traîtres, des exploités, des parasites ou des bolchéviques.

---

<sup>1</sup> Une poussée liée à la hantise de la part de nationalistes roumains devant l'éventualité d'une naturalisation en masse des Juifs du pays. À Bucarest, la nouvelle synagogue qui vient d'être achevée est incendiée lors de manifestations. C'est dans ce contexte de violence politique, et après d'âpres négociations que l'accès des Juifs à la citoyenneté roumaine est écarté dans la Constitution.

<sup>2</sup> Voir : <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2018-3-page-79.htm>, consulté le 5 septembre 2023.

Selon l'historien franco-roumain, Carol Iancu, la « question juive » est au centre même de la vie politique roumaine en ces années d'après-guerre. Dans l'une de ses monographies<sup>3</sup>, il montre l'incorporation des thématiques antisémites dans les discours nationalistes et fascistes roumains au début des années 1920, le développement d'un racisme biologique et un darwinisme social qui rapprochent certaines franges de l'extrême droite roumaine davantage du nazisme que des autres fascismes européens. Parmi les théoriciens nationalistes qui contribuent à la diffusion de l'antisémitisme en Roumanie dès le tournant des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, deux noms ressortent : Alexandru C. Cuza (1858-1947) et Nicolae Iorga (1871-1940). Le premier est économiste, le second est historien. Ils théorisent l'antisémitisme, s'attachent à lui donner corps politiquement et à le diffuser dans l'intelligentsia roumaine dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Cuza s'improvise démographe, développant une théorie du grand remplacement avant l'heure : « Voilà pourquoi, pendant que les Juifs continuent à se multiplier [...], les Roumains continuent à diminuer, leurs moyens d'existence étant restreints, dans des bornes qui ne sauraient être dépassées. »<sup>4</sup> Le Parti nationaliste-démocrate – qu'ils fondent en 1910 – est centré sur l'antisémitisme et « la solution du problème juif » passerait par l'exclusion des Juifs de l'armée, de la presse, de la politique, de toutes les fonctions de l'État et, bien entendu, par la non-modification de l'article 7 de la Constitution.

En 1920, les deux fondateurs se séparent, notamment sur la question de l'antisémitisme, Iorga renonçant à en faire le cœur de ses combats politiques. Il en va tout autrement de A. C. Cuza, pour qui elle reste centrale. Il multiplie les alliances, notamment avec le médecin et physiologue Nicolae Paulescu (1869-1931), auteur de travaux pionniers dans la découverte de l'insuline, mais idéologue virulemment raciste, antisémite et antimaçonnique – inspiré notamment de Drumont et de Maurras – favorable à l'expulsion des Juifs de Roumanie vers la Palestine et à la ghettoïsation des Roms. En 1923, il fonde avec A.C. Cuza la Ligue de Défense nationale-chrétienne (LANC), un parti avec croix gammée pour insigne, qui attire les adeptes des divers mouvements fascistes roumains, mais gagne aussi en influence dans les universités. C'est à l'université de Iași que Corneliu Zelea Codreanu suit les cours du professeur A.C. Cuza, dont il assimile l'idéologie nationaliste et antisémite. Codreanu fondera quelques années plus tard, en 1927, sa propre organisation, ouvertement fasciste, paramilitaire, violemment antisémite et qui n'hésite pas à utiliser l'assassinat comme arme politique : la Légion de l'Archange Michel, qui deviendra en 1930 la Garde de fer.



Ion Antonescu et le chef de la Garde de fer Horia Sima sous un portrait Corneliu Zelea Codreanu, octobre 1940.

<sup>3</sup> Carol Iancu, *Les juifs en Roumanie, 1919-1938. De l'émancipation à la marginalisation*, Paris-Louvain, Peeters, 1996.

<sup>4</sup> *Idem*, p. 180.

LANC s'allie en 1932 avec le Parti national agraire d'Octavian Goga pour donner naissance au Parti national-chrétien. Octavian Goga (1881-1938) est une autre personnalité importante du creuset de l'extrême droite nationaliste roumaine. Poète, dramaturge et journaliste, mais aussi homme politique, il sera brièvement Premier ministre (du 28 décembre 1937 au 10 février 1938), dans une période critique où la démocratie parlementaire roumaine ne tient plus qu'à un fil. Il reste connu pour les lois antisémites instaurant des *numerus clausus* au sein des universités, dans l'administration et certaines professions libérales (avocats, médecins, notaires...), ainsi que pour un décret du 12 janvier 1938 qui retirera la citoyenneté roumaine à environ 120 000 Juifs naturalisés après 1918.

Avec la prise du pouvoir d'Antonescu en septembre 1940 viennent de nouvelles mesures antijuives dans un contexte où la rhétorique de l'État roumain qui mêle nationalisme radical, raciste et antisémitisme se fait encore plus violente. Une violence démultipliée dès l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés de l'Allemagne nazie dans l'opération Barbarossa, le régime s'engageant alors activement dans la Shoah<sup>5</sup>.

En Roumanie, l'antisémitisme s'est construit et a été diffusé avec une participation des élites intellectuelles, politiques et religieuses qui trouve peu d'équivalents ailleurs, si ce n'est dans l'Allemagne nazie. Cette histoire est méconnue chez nous, mais l'est-elle bien moins en Roumanie ? Le travail de mémoire sur ce passé y reste anecdotique. Des efforts pour l'affronter avaient été produits avant l'entrée du pays dans l'Union européenne en 2007, mais la dynamique semble s'être essouffée depuis. Plus globalement, c'est l'histoire même de la présence juive en Roumanie qui tend peu à peu à être oubliée. Une série de personnalités évoquées ci-dessus ont toujours leur place dans l'espace public roumain, sinon dans le panthéon de l'imaginaire national. Pourquoi ? Parce que ce qui était interdit à l'époque communiste pourrait être perçu désormais comme légitime, par réaction ? Une conséquence du puissant nationalisme qui prédomine toujours dans le pays ?

Au sein de l'extrême droite roumaine, malgré les contorsions avec le passé, les racines du mouvement légionnaire de Codreanu sont toujours profondément implantées. Même hors de celle-ci, des membres de la Garde de fer, qui fut le mouvement fasciste le plus radical, sont toujours commémorés publiquement, certains ayant même droit à bustes ou statues dans l'espace public, comme Valeriu Gafencu ou Ioan Gavrilă Ogoranu<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Le 27 juin, quelques jours à peine après le déclenchement de Barbarossa, plus de 10 000 Juifs sont massacrés durant le pogrom de Iași (Moldavie roumaine). Un massacre voulu et décidé en plus haut lieu. Voir notamment : [https://auschwitz.be/images/\\_expertises/2020-peeters-roumanie.pdf](https://auschwitz.be/images/_expertises/2020-peeters-roumanie.pdf)

<sup>6</sup> L'article d'Alexandru Florian sur le négationnisme et les politiques publiques de la mémoire dans la Roumanie contemporaine est intéressant à ce sujet, même s'il date un peu (2011) : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-de-la-shoah-2011-1-page-531.htm>. Ici, la bénédiction d'un buste de Valeriu Gafencu en octobre 2021, dans sa ville natale de Bălți (Moldavie), en présence d'élus roumains, relayée sur le site de l'agence de presse du patriarcat roumain : <https://basilica.ro/en/monument-to-new-martyr-valeriu-gafencu-blessed-in-his-hometown/>, consulté le 7 septembre 2021.

Nicolae Paulescu, dont il fut question plus haut, bénéficie d'une statue à Bucarest, et donne toujours son nom à des rues à travers le pays, ainsi qu'à l'Institut national de traitement du diabète de Bucarest<sup>7</sup>. Auteur de violents pamphlets antisémites, certains sont toujours réédités et aisément disponibles en Roumanie. Plus près de chez nous, on se souvient de l'inauguration d'un buste à son effigie, prévue le 27 août 2003 à l'hôpital Hôtel-Dieu à Paris, annulée à la suite de la protestation d'organisations juives<sup>8</sup>.

Octavian Goga – auteur des premières lois antisémites en 1938 – est aussi bien présent dans l'espace public roumain, donnant son nom à un boulevard à Budapest, des rues à travers le pays et des écoles<sup>9</sup>; un musée-mémorial lui est dédié dans son ancienne demeure, située à quelques dizaines de kilomètres de Cluj-Napoca.

Nichifor Crainic (1889-1972) est un autre important idéologue fasciste et antisémite. Théologien, écrivain, poète, journaliste, mais aussi homme politique, il fut notamment ministre de la Propagande sous le régime d'Ion Antonescu. Dans les années 1990, après la chute du communisme, une série de condamnations prononcées après la Seconde Guerre mondiale avaient été annulées par la Cour suprême roumaine. Ce fut le cas de Nichifor Crainic qui fut même alors réintégré « par contumace » à l'Académie roumaine. Il est toujours considéré – et ce, dans des cercles qui débordent bien largement de l'extrême droite – comme un martyr à réhabiliter.

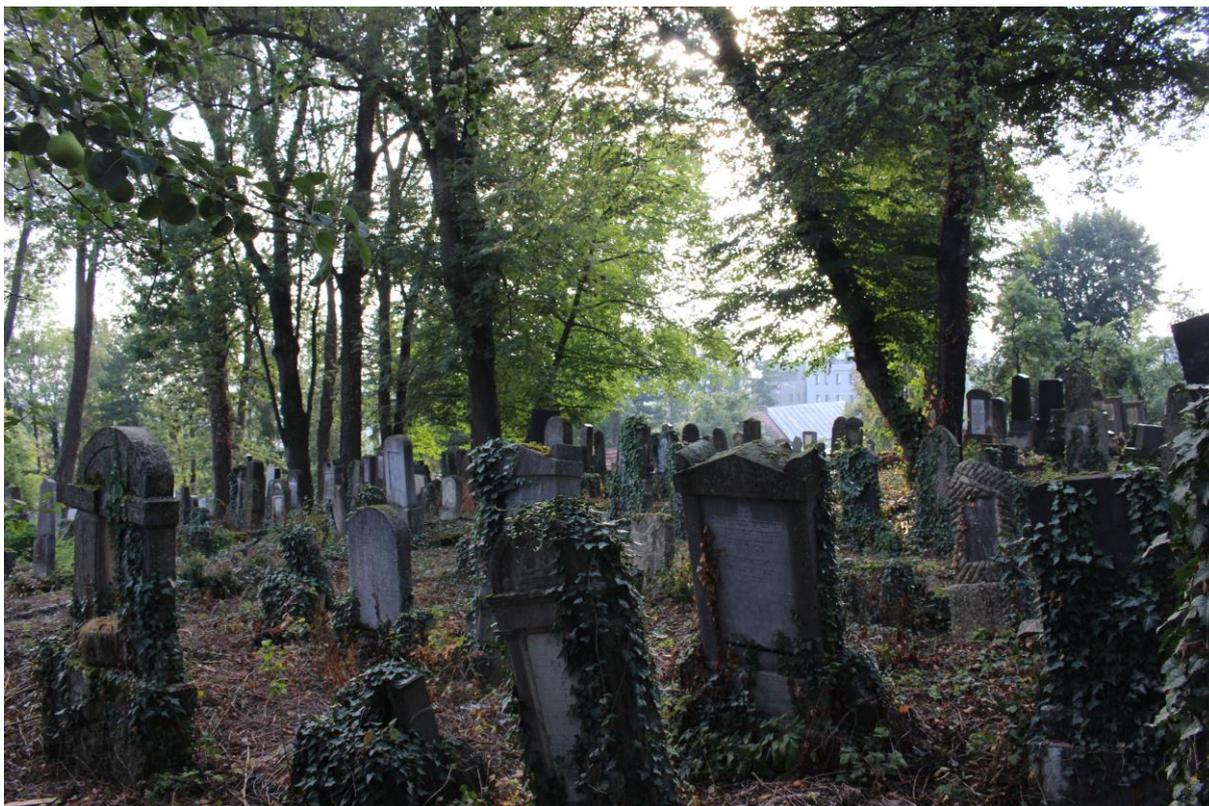
Dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, la Roumanie se caractérise par une intelligentsia où l'antisémitisme est particulièrement présent. Ce terreau universitaire, culturel et politique a sans conteste rendu possible le paroxysme de barbarie des années 1940. Les quelques personnalités citées ici ne sont que la pointe d'un iceberg ; la violence imprègne les élites intellectuelles, leurs écrits, leurs cours, leurs prêches. D'autres noms, plus connus en francophonie, tels que Mircea Eliade ou Cioran, ne sortent pas indemnes d'un examen de leurs écrits et activités durant ces années, loin de là. Un véritable travail de mémoire reste manifestement à mener.

---

<sup>7</sup> Le site internet de l'institution : <https://paulescu.ro/>, consulté le 5 septembre 2023.

<sup>8</sup> [https://www.lemonde.fr/une-abonnes/article/2003/08/25/paris-manque-d-honorer-l-inventeur-antisemite-de-l-insuline\\_331490\\_3207.html](https://www.lemonde.fr/une-abonnes/article/2003/08/25/paris-manque-d-honorer-l-inventeur-antisemite-de-l-insuline_331490_3207.html), consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2023.

<sup>9</sup> Notamment à Cluj-Napoca, à Marghita, à Oradea et à Statu Mare.



Cimetière juif de Cluj-Napoca à l'abandon, 2018



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*